



Courage fuyons au gouvernement

Une catastrophe annoncée. EDF entreprend de tailler dans ses effectifs pour la première fois de son histoire. Les chefs syndicaux n'en reviennent pas. Entre 5000 et 6000 suppressions d'emplois. Du jamais vu.

L'entreprise est au bord du gouffre. EDF a besoin d'argent : 4 milliards d'euros. L'Etat ne les a pas. Areva a besoin d'argent, l'Etat n'en a pas. Les investisseurs chinois pressentis ont abandonné le jeu.

Dans ces conditions, il faudrait être lucide et vrai. EDF, et toute la filière, ont le choix entre un dépôt de bilan et la privatisation. La première solution est financièrement très brutale. La seconde serait socialement et politiquement fiévreuse et compliquée.

L'Etat s'est donc mis en mode "on ne fait rien, on attend...". Les hommes politiques, eux, se sont mis sur le mode "on ne dit rien". Ce qui est quand même invraisemblable pour une entreprise qui appartient à l'Etat et une classe politique qui est en campagne électorale.

EDF fait partie de ces dossiers explosifs dont personne n'ose parler.

La filière énergétique française a été un exemple de réussite et de performance extraordinaire depuis les décisions prises par le Général de Gaulle en 1945 et appliquée à son retour en 1958. C'est lui, le Général de Gaulle, avec l'aide du parti communiste et de la CGT, qui a donné à EDF les moyens et le statut pour devenir le fournisseur d'énergie capable d'assurer l'approvisionnement du système de production et d'accompagner le formidable développement économique des Trente Glorieuses.

L'électricité pour tout le monde. La bonne fée disait-on. Et cela en toute indépendance nationale. D'où la nationalisation, d'où la constitution d'une seule entreprise en situation de monopole. D'où le choix du nucléaire.

Depuis, les choix stratégiques se sont un peu adaptés mais n'ont pas fondamentalement changé. Or le monde a changé. Le résultat est qu'Areva, le champion mondial du nucléaire est asphyxié. EDF, première entreprise mondiale d'électricité, est complètement essoufflée.

EDF est devenue un mammoth qui doit trouver au bas mot 4 milliards d'euros pour réaliser son programme d'entretien des vieilles centrales, pour fermer les plus vieilles centrales et poursuivre son plan de développement de la 4ème génération ou même s'engager dans la transition énergétique.



Areva s'est fourvoyée dans des opérations très hasardeuses à l'étranger avec une gestion un peu contradictoire. *Areva* a besoin de 2 milliards, l'Etat ne les a pas. *EDF*, non plus, alors que ça devrait être son rôle que d'investir pour sauver son fournisseur principal de nucléaire.

Le mal dont souffre *EDF* est très simple. Il a déjà été analysé dans moult de rapports. Tout le monde connaît le diagnostic; aucun responsable politique ne veut l'assumer.

EDF est piégée par son actionnaire et son actionnaire c'est l'Etat. *EDF* doit donc répondre à deux logiques contradictoires : une logique d'actionnaire et une logique d'administration et régulation. Ajoutons à cela les intérêts politiques et les forces syndicales qui viennent tout polluer.

La logique d'actionnaire n'a changé que l'apparence de la gouvernance, *EDF* est la propriété de l'Etat à hauteur de 85%. L'Etat a accepté de vendre 15 % du capital il y a 20 ans pour donner à *EDF* une façade juridique normale et présentable pour nouer des contacts avec des partenaires étrangers, attaquer des marchés extérieurs et se mettre en ligne avec les contraintes européennes. Sur le fond, cette ouverture du capital n'a rien changé dans la gouvernance. Sans donner à l'entreprise la liberté de s'organiser comme une entreprise de marché. Il a demandé des dividendes, sans se préoccuper tellement de la façon dont ils étaient financés.

L'Etat actionnaire a fortement encouragé *EDF* à se jeter dans le grand bain de la concurrence et de la mondialisation. Mais l'Etat actionnaire a continué de nommer le président, avec un conseil d'administration où il a fait entrer des administrateurs indépendants.

La logique administrative a continué de garder la main. L'Etat actionnaire presque unique a continué d'exercer son rôle de régulateur, de réglementateur et de tuteur. Il a donc continué de contrôler les prix (alors que *EDF* est théoriquement indépendante en situation de concurrence). L'Etat a continué d'exercer des obligations de service public, le droit au branchement électrique pour tous et au même prix, l'Etat a continué de demander à *EDF* de jouer son rôle d'aménageur de l'espace public et du territoire. L'Etat a impulsé une transition énergétique, mais l'Etat n'a pas apporté les financements nécessaires à ces obligations de quasi-service public.

La fixation des prix, par exemple est le résultat d'un compromis toujours scabreux entre le prix de revient, et le prix politique. Au final, personne n'est satisfait : les politiques grognent, les usagers-consommateurs-clients grognent et le personnel *EDF* grogne.

La confrontation entre les intérêts de l'Etat actionnaire en situation de concurrence mondiale et ceux de l'Etat garant des intérêts politiques, entre les impératifs de développement à long terme (les investissements) et les intérêts à très court terme de l'électorat... Cette confrontation bien française a entraîné des dysfonctionnements qui ruinent l'entreprise.

Son endettement est abyssal puisqu'il représente la moitié de son chiffre d'affaires. Et comment faire autrement pour réaliser les investissements nécessaires et en même temps payer des dividendes à l'Etat. **D'une certaine façon, l'Etat a demandé à *EDF* de s'endetter pour son compte. Aberrant.**

La gestion du personnel est devenue de plus en plus compliquée, **entre les besoins en expertise et les impératifs politiques de création d'emplois, entre les contraintes d'un statut proche de celui de la fonction publique et les besoins de flexibilité.** La cogestion historique entre la direction et la *CGT* est devenue très tendue. Sachant que l'un des partenaires a une arme redoutable, puisqu'une grève peut rapidement bloquer la France.

Dans l'immédiat, la situation est tellement compliquée que les pouvoirs politiques ont décidé de ne pas ouvrir ce dossier avant la présidentielle.

La direction d'EDF s'arrache les cheveux. Il faut trouver de l'argent pour ses centrales; il faut trouver de l'argent encore pour recapitaliser Areva. L'Etat est dans l'impossibilité d'assurer ces financements.

Et pendant qu'EDF essaie de faire face aux vagues de froid en réparant ses centrales, aucun des candidats à la présidentielle n'a encore ouvert le dossier.

► Que voilà un réquisitoire partial et incomplet ! A le lire, seul l'Etat serait en cause ? Quid des aventures internationales et d'Areva (Uramin) et d'EDF (Hinckley Point) ? Et tant qu'à donner des chiffres, il faut qu'ils soient crédibles ! 4 milliards pour rénover plus de 30 tranches (# 133 millions par réacteur alors qu'EDF annonce plus de 400, là où d'autres pays évaluent jusqu'au milliard sinon plus la même opération ? Et comment EDF finance-t-elle Hinckley Point ?

On a le sentiment à lire cet article qu'on casse le jouet de ce chroniqueur, alors qu'on ne l'a jamais entendu s'exprimer de la sorte auparavant !

De plus, il devrait avoir aussi le courage d'annoncer qu'une des rares portes de sortie va être d'augmenter le prix du KW nucléaire d'une manière telle que le nucléaire va enfin apparaître pource qu'il est : un gouffre financier et un sacré coup de massue sur les ménages en difficulté !

Il aurait aussi fallu dénoncer cette unanimité politique depuis plus de 50 ans à enfoncer EDF et ce pays dans le mythe de l'indépendance énergétique du pays grâce au nucléaire.

La situation critique de ce conglomérat industriel établit en même temps l'imbécilité d'avoir privatisé une filière qui devait conserver un rôle réel de service public.